

La presse ne sait pas dire les violences conjugales

Table ronde utile mardi soir au Théâtre du Grütli, sur le traitement médiatique de la violence faite aux femmes

Un mur d'affiches écrites d'une «encre salissante et faisant mal aux yeux» tapisse pour un soir le foyer du Théâtre du Grütli. Des titres «sensationalistes», des phrases incitatives, bref le tout-venant de la presse populaire lorsqu'il s'agit de vendre en kiosque le fait divers du jour. Cela sent un peu le caniveau. Tout compte fait, le sous-sol du bâtiment culturel de la rue du Général-Dufour lui convient bien.

Cette presse est la nôtre. On y travaille et on la lit. Mardi à 19 h, on est là pour la questionner sur sa façon quotidienne de raconter les drames familiaux, les crimes passionnels; autrement dit, neuf fois sur dix, les violences faites aux femmes.

Table ronde utile et nécessaire, s'inscrivant dans le cadre de la Biennale du genre qui se tient en ce moment à Genève. La conseillère administrative Sandrine Salerno se charge d'introduire la soirée. «La thématique qui nous réunit est résolument politique, souligne-t-elle. Elle doit nous servir à repenser les dynamiques de la société dans laquelle nous vivons,

en partant du socle de l'égalité entre les hommes et les femmes.»

Plus qu'une déclaration d'intention, une ligne rédactionnelle à suivre quand il s'agit de donner un écho médiatique aux comportements qui bafouent cette même égalité.

Sandrine Salerno n'est pas rédactrice en chef. Ariane Dayer, si. «C'est violent, ça fout la honte, ces affichettes», lâche-t-elle en ouverture de débat, d'une voix qui n'a rien de démissionnaire. Elle ajoute: «Je suis vigilante, attentive au vocabulaire utilisé, je relis, je retire, mais j'ai l'impression que l'on n'en a jamais fini avec ce combat.»

Combat contre les stéréotypes rampants, les idées reçues sexistes, les interprétations qui «euphémisent» la violence conjugale, «invisibilisent» la victime en focalisant l'attention sur l'agresseur. C'est une linguiste qui parle, Stéphanie Pahud, maître d'enseignement et de recherche à l'Université de Lausanne. Constat partagé par l'ensemble des intervenantes: les journalistes manquent d'instruction sur ce terrain sensible. Mais comment les instruire? La soirée de mardi était publique; une centaine de femmes dans les gradins pour seulement cinq hommes. **Thierry Mertenat**

Consommation



Des Genevois misent sur l'é

C'est devenu une tendance et Genève n'y échappe pas: on remplace l'achat et l'échange monétaire par le troc et le don

Aurélié Toninato

Demain se tient le Samedi du Partage, qui récolte des denrées pour les personnes en situation précaire. L'occasion de mettre en lumière les riches - et parfois méconnues - initiatives de Genevois qui profitent à tous les budgets et reposent sur le tout gratuit ou des prix modestes: vide-greniers, bourses aux jouets mais aussi magasin gratuit, aliments en libre-service, école basée sur le principe du troc, entre autres. Ils permettent une mutualisation des ressources, l'échange désintéressé, la création de lien social, remplacent la possession par le partage. Et révolutionnent les habitudes de consommation. Inventaire non exhaustif.

Livres et algues gratuits

On est passée des dizaines de fois sur le trottoir d'en face sans le voir. Pourtant, ses portes sont grandes ouvertes depuis un an et demi, jour et nuit. Installé dans un ancien garage, le Freeshop du Petit-Lancy, au chemin du Bac, est une mini caverne d'Ali Baba. Sa particularité: tout est gratuit. On y dépose des objets et on repart avec d'autres. Ce jeudi, les livres et la vaisselle côtoient notamment trois matelas, des chaussures de ski, un débardeur et une veste. Robert, 25 ans, habite dans une colocation de la Ciguë dans la maison attenante. Il est l'un des initiateurs du projet: «C'est impressionnant de voir tous les objets qui ont évité la poubelle et qui sont récupérés. Plus de cinquante personnes passent tous les jours au Freeshop!»

Les trésors côtoient les insolites, comme cette guirlande d'al-

«Depuis la sortie du film «Demain», on constate une évolution, il y a un trend autour de l'économie de partage»

Catherine Armand
Responsable médias de Happy City Lab

gues en plastique, «elle a fait le bonheur d'une dame qui s'en est servie pour redécorer son balcon!» rigole Robert. Pas besoin d'employés, «on se charge de désencombrer quand c'est nécessaire, de nombreux voisins nous aident aussi.» Les jours du Freeshop sont toutefois comptés: il disparaîtra en début d'année, en même temps que la maison, pour laisser la place à un immeuble. Robert et ses colocataires sont à la recherche d'un nouveau local...

Un autre Freeshop, également supervisé par des membres de la Ciguë, a ouvert aux Palettes. Et va aussi disparaître. «C'est dommage. Il suffirait d'un espace public ou privé pour installer une armoire, voire un container, et quelques bénévoles qui débarrassent de temps en temps...»

Le succès des boîtes

Dans un format plus petit mais à plus large échelle, les boîtes d'échange entre voisins jouent sur le même registre que le Freeshop. Elles trônent dans les quartiers et

les habitants peuvent y déposer des objets dont ils ne veulent plus, «en majorité des livres, jouets et DVD», indique Catherine Armand, responsable médias de l'association genevoise Happy City Lab, à l'origine du projet. Ces boîtes sont aussi des opportunités de rencontres entre voisins. D'une seule caissette en 2011 on est passé aujourd'hui à près de 50 à Genève et une centaine en Suisse romande. «Depuis la sortie du film «Demain», on constate une évolution impressionnante, plusieurs communes s'investissent, ça décolle! Il y a un trend autour de l'économie de partage.»

Autogéré, ce système implique la participation des habitants pour éviter de finir en dépotitoir. Si dans la majorité des cas cela fonctionne, parfois ça ne prend pas. Comme à Champel, où une boîte prenait des allures de déchetterie. «Des objets encombrants s'amoncelaient, raconte Catherine Armand. Si ça ne marche pas, c'est que la boîte n'est pas au bon endroit. Nous l'avons donc déplacée

Sur Internet aussi les projets fleurissent

Sur le Net aussi, les initiatives locales pour consommer autrement se multiplient. Il y a les projets favorisant le don, comme la plate-forme **keepinuse.ch**, créée en 2013 par trois Genevois, où tout est gratuit. «Au quotidien, la plupart des transactions et échanges dans la vie se font via l'argent. Nous voulions montrer qu'il est possible de développer des systèmes parallèles et/ou complémentaires non commerciaux, plus responsables et humains», explique Yves Moser, cofondateur. Jusqu'à présent, 3600 annonces ont été classées comme étant terminées donc ayant a priori trouvé preneur. «Nous comptons 5500 membres en Romandie et environ 70% des

annonces sont proposées depuis Genève.» Mais ce succès a tout de même un prix: impossible de laisser le site en roue libre. Les trois créateurs doivent modérer les annonces pour éviter les tentatives d'arnaques et autres annonces frauduleuses qui sont légion... Et Yves Moser d'avancer l'exemple de cet utilisateur qui tente de céder un Gris du Gabon dans la rubrique «Animaux-accessoires uniquement» ou cet autre qui indique «Je donne de prêt d'argent aux gens (sic)»...

Autre initiative, de prêt cette fois: le site **pumpipumpe.ch**, un projet bernois, propose des stickers à coller sur sa boîte aux lettres afin de signaler aux voisins quels objets ils peuvent venir emprunter. Selon la carte des

adhérents publiée sur le site, il y aurait près de 200 boîtes aux lettres estampillées de ces autocollants à Genève. On trouve ainsi une adresse à Satigny qui met à disposition une planche à repasser ou un caquelon, une autre au Lignon où on peut emprunter des raquettes de ping-pong ou une échelle, ou encore des jumelles et une machine à coudre à Choulex. Les conditions d'emprunt sont définies par le détenteur. Il peut demander un gage - financier ou non - comme une part de gâteau en guise de remerciement pour le moule prêt. Les concepteurs rappellent toutefois leur volonté d'encourager le prêt gratuit et d'éviter le système de location monétaire. **A.T.**

Thônex

1,2

C'est la quantité (en kilos) d'héroïne saisie par la police dans un appartement à Thônex. Deux Albanais, nés en 1988 et 1991 et domiciliés dans la commune, ont été interpellés. Lors de la perquisition, les policiers ont découvert aussi 1,8 kilo de produit de coupage, tout le matériel nécessaire au conditionnement de la drogue, ainsi que 3740 francs, 2275 euros, 9 téléphones portables et de nombreuses cartes SIM. **F.M.**

Servette

Appel à témoins pour un scootériste blessé

Mercredi, peu après 12 h, un accident s'est produit dans le quartier de la Servette. Venant du centre-ville, un scootériste âgé de 50 ans circulait sur la rue de la Servette en direction de Meyrin. Arrivé à la hauteur du n° 38, il a perdu la maîtrise de son deux-roues motorisé et a chuté au sol, en se blessant. La police genevoise recherche des témoins de cet accident et les prie de contacter la Brigade de sécurité routière au 022 427 64 50. **A.D.V.**

PUBLICITÉ

Tribune de Genève Partenaire média

71^e CONCOURS DE GENÈVE INTERNATIONAL MUSIC COMPETITION

FINALE CONCOURS QUATUOR À CORDES

27 NOV. 2016 - VICTORIA HALL

CONCOURS.GENEVE.CH

CONCOURS DE GENÈVE INTERNATIONAL MUSIC COMPETITION

Breguet

Partenaire principal

Contrôle qualité



Un groupe de Genevois, dont Robert, a transformé un garage à Lancy en magasin où chacun dépose et ramène des objets gratuitement. Zita a créé sa propre boîte d'échange entre voisins devant sa maison à Avully. GEORGES CABRERA

économie de partage

quelques rues plus loin, où les habitants se la sont appropriée et depuis ça fonctionne!» Autre difficulté: des habitants ont déploré que des pilliers, parfois en camionnette, venaient rafler le contenu des boîtes. «Les objets n'ont théoriquement pas de valeur mais de toute manière, la notion de vol n'existe pas.» Dix nouvelles boîtes seront prochainement implantées. Des privés se lancent aussi, comme Zita Minasso, qui habite à Avully. Elle a créé sa propre caisse, avec une poubelle et une table de nuit. Et ça marche: «Les objets ne restent jamais longtemps, c'est super de voir qu'ils peuvent avoir une deuxième vie et faire des heureux.» Elle ambitionne déjà de créer un potager en libre-service. Citons encore les Troc-party et les Gratifieria (marchés gratuits), qui cartonnent.

Aliments en libre-service

En marge du matériel, l'alimentaire aussi se met au gratuit. Comme dans le projet «Happy-frigo», lancé en mai par cinq étu-

dants de la Haute Ecole spécialisée (HES-SO). Ils proposent d'apporter un frigo communautaire dans un immeuble pour que les résidents partagent gratuitement des denrées alimentaires. Et lutter ainsi contre le gaspillage tout en favorisant les échanges et la solidarité. Viande, poissons, fromages à pâte molle, plats cuisinés et à base d'œufs crus sont prohibés.

Deux frigos sont actuellement placés dans deux résidences étudiantes. Mais comme pour les boîtes d'échanges, la pérennité de ce projet est tributaire de l'implication des habitants. «Au départ, on proposait un suivi. Mais en réalité, il nous est difficile d'assurer un contrôle régulier par manque de temps. Il faut que les habitants se chargent de l'entretien, que le projet soit autogéré. Par contre, on s'engage à venir reprendre un frigo si le projet ne marche pas.»

Martine Etienne, une habitante de Vernier à la retraite, a, elle, développé une armoire à légumes avec le soutien de sa commune. Depuis deux ans, du printemps à

l'automne, on peut y déposer les surplus de son potager pour lui éviter le compost. Le garde-manger a été bien garni à ses débuts, un peu moins cette année. «Le printemps a été pluvieux et froid, les récoltes ont été moins bonnes et plus tardives...» Pas de quoi décourager Martine Etienne, qui promet de rouvrir l'armoire dès le printemps.

Son initiative a inspiré d'autres habitants, qui ont offert une voisine au garde-manger pour recueillir les petits objets du quotidien. Et tout récemment, les mêmes motivés ont ouvert un local pour héberger des dons plus conséquents. Il n'est ouvert que le vendredi pour l'instant, il lui manque quelques bénévoles...

Cours payé avec des fruits

En marge du matériel et de l'alimentaire, l'échange de services et de compétences se développe aussi. La Trade School a ouvert à Genève en 2014 et offre des cours basés sur le troc. N'importe qui peut proposer un enseignement, les élèves s'inscrivent sur le site et satisfont en échange l'une des demandes du professeur. Un cours de tango, d'écriture ou de cuisine indienne se «paie» ainsi avec des fruits, de l'aide pour réparer un vélo ou un livre qu'on a aimé...

L'association le Mouvement des Aînés propose aussi un projet d'échange de compétences, Troc Temps. A citer encore, parmi d'autres, les Réseaux d'échanges réciproques de savoirs, lancés à Lausanne il y a une vingtaine d'années et qui fonctionnent à Lancy et à Vernier. Ou encore le SEL, pour «Système d'Echange Local». Les 160 membres de l'antenne genevoise se partagent services, biens et savoirs. Les échanges sont mesurés dans une unité autre que l'argent.

Lire l'éditorial en page une: «Hisser l'étendard du partage»

Recherches préventives

La police a le feu vert du parlement

Contraint par le Tribunal fédéral, le Grand Conseil a cadré les opérations de police préventives. La gauche voulait plus

Eric Budry

Observations, recherches et investigations secrètes ne faisaient plus partie depuis deux ans de la panoplie des outils à disposition de la police pour tenter d'empêcher des délits. Le Tribunal fédéral (TF) avait en effet cassé en octobre 2014 les dispositions de la loi sur la police qui constituaient la base légale de ces mesures. Hier, le Grand Conseil les a réintroduites en cadrant mieux, comme l'exigeait le TF. Ces opérations représentent en effet une atteinte à la sphère privée et le dispositif légal doit veiller au respect du principe de proportionnalité.

Adoptée par 60 oui contre 30 non de gauche, cette réforme n'était en fait pas combattue frontalement par l'Alternative. «Ce projet est bien meilleur que le précédent, a reconnu Irène Buche (PS), rédactrice du rapport de minorité. Mais il existe de grands risques de dérapages, c'est pourquoi nous vous demandons de prendre davantage de précautions.» D'où une série d'amendements.

Parlant au nom de la majorité, Nathalie Fontanet (PLR) a refusé de modifier le projet sorti de la

Commission judiciaire et de la police, estimant le cadrage suffisant. Pour la députée, l'essentiel est de redonner la possibilité à la police d'enquêter en amont de toute procédure pénale. «Grâce à cela, un policier sous pseudonyme peut par exemple traquer un pédophile présumé sur un site Internet», a lancé l'élue.

Qui doit valider?

Impossible évidemment de constater dans ce cas l'intérêt des opérations de police préventives. Et la gauche ne l'a pas fait, mais a demandé deux choses. Premièrement, de confier au Tribunal des

«Le Tribunal des mesures de contrainte croule déjà sous le travail. Cela fera perdre du temps»

Vincent Maitre Député PDC

Dans les deux cas, la droite et le MCG ont fait bloc pour refuser de toucher au texte. En résumé, c'est excessif et trop lourd. «Le Tribunal fédéral a demandé uniquement que le contrôle soit effectué par une instance judiciaire, ce qu'est le Ministère public, a plaidé le PDC Vincent Maitre. Quant au Tribunal des mesures de contrainte, il croule déjà sous le travail. Cela fera perdre du temps.»

Pour ce qui est de la conservation ou non des données, la majorité estime que ce problème est réglé par la Loi sur l'information du public et l'accès aux documents (Lipad). L'Entente, l'UDC et le MCG ont évidemment imposé leurs vues. Le problème était néanmoins délicat, ainsi que l'a reconnu implicitement Pierre Maudet lors du débat: «La question de fond posée est celle de savoir comment traiter, dans un contexte de terrorisme, les suspicions de crime avant procédure pénale.»

La guerre du golf

Après la pause, les députés se sont affrontés sur un tout autre terrain: celui du golf de Cologne. Une motion socialiste, portée par Caroline Marti, ne demandait pas moins que de déclasser ses 44 hectares pour y construire du logement. Social bien sûr.

Autant le dire tout de suite, cela n'a pas passé. «Provocation», «démagogie», «impossible à réaliser», tout y est passé. Au final, la proposition a été refusée par 61 non contre 28 oui et 1 abstention.

mesures de contrainte plutôt qu'au Ministère public la compétence de maintenir après un mois une observation préventive ou une recherche préventive.

Deuxièmement, Irène Buche a repris la suggestion de l'Association des juristes progressistes faite en commission de procéder après un mois à la destruction des données ne conduisant pas à l'ouverture d'une instruction pénale.

Genève Aéroport se dote de tapis de détection uniques au monde

Des tapis électroniques sont installés pour améliorer le flux des voyageurs, toujours plus nombreux, au contrôle de sûreté

C'est une première mondiale. Des tapis de détection précoce des métaux dans les chaussures des voyageurs équipent l'aéroport. Un gadget? Pas du tout, explique Genève Aéroport, qui compte sur ces petits carrés gris bourrés d'électronique pour fluidifier les passages au contrôle de sûreté, saturé aux heures de pointe.

Le nombre de passagers ne cesse d'augmenter à Cointtrin et d'importantes congestions surviennent au moment de passer dans le secteur réservé, à certaines périodes de la journée et de l'année. «Augmenter l'espace des zones de sûreté n'est plus possible. Deux machines ont été ajoutées en 2012. Augmenter le personnel a ses limites. Et nous avons optimisé les procédures de contrôle. Il nous fallait donc imaginer une solution différente», explique Ruben Jimenez, chef de la division sûreté. L'idée trouvée consiste à «contrôler les chaussures des personnes avant même qu'elles ne génèrent une alarme sous le portique magnétique». Le nouvel appareil plat est positionné à l'endroit où la personne s'arrête de toute façon pour présenter son boarding pass, à deux pas du portique.

Un contrôle avant le contrôle, quel intérêt? «Aujourd'hui, quand un agent demande à un passager



Les nouveaux tapis, bourrés d'électronique, fluidifient les passages au contrôle de sûreté, saturé aux heures de pointe. GEORGES CABRERA

d'enlever ses chaussures dont il suspecte qu'elles contiennent du métal, une discussion s'engage et dure entre 20 et 30 secondes. Si vous répétez cela des dizaines de fois dans la journée, cela a un impact sur le flux. L'appareil évite ce genre de discussion.» Si le «tapis magique» signale une certaine masse de métal dans les sandalettes ou autres bottes, la personne se déchausse puis traverse le portique sans le faire bip. Elle évite ainsi de revenir sur ses pas, de poser ses souliers sur le tapis au milieu des bagages des voyageurs suivants et de ralentir la fluidité du passage.

Des tests effectués l'été passé semblent prometteurs. «Quand nous avons 3000 personnes à une heure de pointe, le système nous permet d'en faire passer 150

en plus, soit 5%», détaille Ruben Jimenez. Coût des 37 tapis acquis et en partie déjà installés? Entre 700 000 et 1,1 million de francs, indique l'établissement public autonome, sans révéler la facture précise.

Fier du développement durant trois ans de ce produit par une équipe de dix personnes, en lien avec l'EPFL et l'ECAL, Bernard Revaz, directeur de la société vaudoise Sedect, précise que la technique utilisée, électromagnétique, est sans danger. Cette solution intéresse déjà «quatre ou cinq aéroports». **Sophie Roselli**

L'installation en vidéo sur www.tapis.tdg.ch